

CRISES POLITIQUES ET ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE ARABE

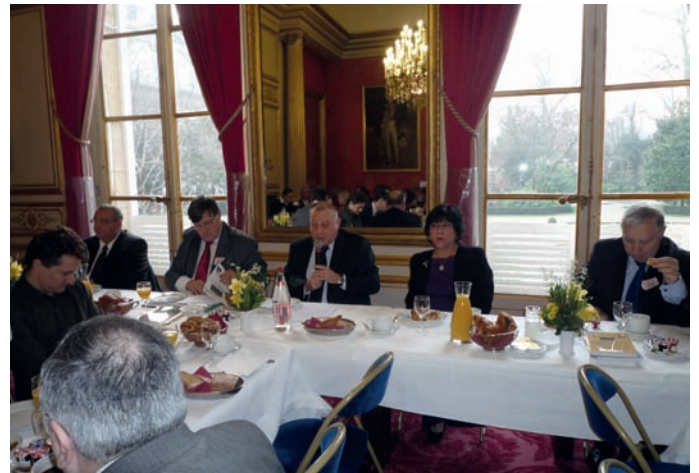
L'Observatoire d'études géopolitiques a organisé un petit-déjeuner débat au Sénat le 2 mars 2011 sur le thème « Crises politiques et enjeux socio-économiques dans le monde arabe ». Devant une nombreuse assemblée de chefs d'entreprises, d'universitaires et de journalistes, les professeurs Charles Saint-Prot, spécialiste du monde arabe et musulman, Camille Sari (Paris III) et Henri Védie (groupe HEC) ont analysé les aspects économiques et sociaux des crises qui se développent dans de nombreux pays arabes, au Maghreb et au Machreck.

La menace du chaos

Charles Saint-Prot a mis en garde contre l'emploi de formules comme les prétendus « printemps arabe » ou « effet domino », en traçant un panorama des crises politiques et enjeux socio-économiques dans le monde arabe. Il a souligné que la situation dans chaque pays n'est pas comparable et que les crises n'ont pas une seule cause, tout en décortiquant la situation dans chacun des pays concernés (Tunisie, Égypte, Libye, Yémen, Bahreïn, etc.). En effet, la situation n'est pas toujours comparable entre à Bahreïn ou une majorité chiite revendique des pouvoirs accrus avec le soutien de l'Iran, le Yémen où s'affrontent des enjeux tribaux et partisans, la Libye où, comme en Algérie, la rente énergétique est annexée par un régime incapable d'utiliser ces richesses au service d'un développement durable, ou la Tunisie et l'Égypte rongées par la concussion et le népotisme. Il a ajouté que ces pays ont également subi de plein fouet les conséquences d'une explosion démographique sans précédent et les répercussions sociales de la crise financière et économique mondiale. Selon **Charles Saint-Prot**, le risque serait une instauration du désordre politique et social, notamment en Tunisie où la crise devrait coûter 2,8 milliards d'euros de pertes à terme pour l'économie, soit

4% du PIB, sans compter, comme en Égypte, le ralentissement d'une industrie touristique qui représente 6,5% du PIB et emploie dans ces deux pays des centaines de salariés. Pour ne rien arranger, le retour massif des travailleurs immigrés en Libye viendra aggraver la situation. Dans ce contexte, le chaos menace en Tunisie; « des sortes de soviets se mettent en place dans des usines, chacun n'en fait qu'à sa tête. Cette pagaille risque de faire perdre de précieux points de croissance que le pays aura du mal à rattraper. Certains investisseurs, qui comptaient investir en Tunisie, se tournent d'ailleurs déjà vers le Maroc ».

Charles Saint-Prot a souhaité la mise en place d'une politique d'envergure des pays européens pour aider à une remise en marche des pays concernés et il a affirmé que l'Union pour la Méditerranée (UPM), imaginée par la France, reste plus que jamais une ardente obligation pour assurer la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, un meilleur développement du sud et la stabilité dans cette région du monde.



L'exception marocaine

À cet égard, le directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques a mis en exergue l'exception marocaine, qui repose sur la symbiose entre le peuple et le roi, chef de file d'un Islam tolérant et moderne, garant de l'unité nationale et initiateur d'un modèle marocain de développement économique et social. Le professeur **Henri Védie**, auteur de *Maroc : L'épreuve des faits et des réalisations* (éditions Eska) a exposé que les principaux aspects de l'exception marocaine dans le domaine économique et social. Outre un système bancaire peu exposé aux actifs toxiques et qui a bien résisté à la crise, le Maroc a une économie diversifiée (l'automobile, l'aéronautique, l'agriculture, l'agroalimentaire, la chimie,



>> (suite de la p.1)

l'électronique, l'industrie touristique, le textile/cuir, télécom, pharmacie, etc.). Il est notable que le projet de développement impulsé par le roi met l'accent sur le social, par l'intermédiaire de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) visant à élargir l'accès aux équipements et services sociaux de base, promouvoir les activités génératrices de revenus stables et d'emplois et venir en aide aux personnes les plus défavorisées. Les grands projets de développement aussi bien pour ce qui concerne Tanger Med devenu le port référent de toute la Méditerranée et l'une des plates-formes portuaires les plus modernes à l'échelle mondiale, que le vaste programme pour les énergies renouvelables (solaire et éolienne) sont les exemples d'un Maroc en marche sur la voie d'un développement durable.

Le professeur **Camille Sari**, auteur de l'ouvrage *L'Algérie et le Maroc*. Quelles convergences économiques? Il a plus particulièrement présenté les situations économiques de l'Algérie et du Maroc afin de dégager les points de convergence ou de divergence qui pourraient permettre d'avancer vers un marché unique maghrébin perçu comme un moyen de gagner en indépendance économique et de développer des échanges mutuellement avantageux entre les pays de la région. L'absence d'une union économique maghrébine empêche le développement des échanges de biens et services et de capitaux, ainsi que de la circulation des ressources humaines. Le Maghreb est la seule région au monde qui ne connaît pas de construction régionale et où le commerce intra-maghrébin est insignifiant avec moins de 2% des échanges. La complémentarité entre le Maroc, dynamisme et savoir-faire, et l'Algérie, rente gazière, est indéniable mais la coopération entre les deux pays, et partant la construction du Maghreb arabe, est compromise par le soutien de l'Algérie au projet séparatiste du Sahara marocain.

Charles Saint-Prot :

LA TRADITION ISLAMIQUE DE LA RÉFORME

CNRS éditions, 2010 - 206 pages

Charles Saint-Prot est un universitaire, auteur de nombreux ouvrages de références sur l'Islam, le monde arabe et la politique méditerranéenne de la France. Dans celui-ci, il se livre à une analyse rigoureuse et approfondie de la pensée islamique. Allant à contre-courant des clichés habituels, il expose méthodiquement que l'Islam est tout entier tourné vers l'action parce qu'il repose sur le lien indissoluble de la Tradition et du progrès.



La tradition
islamique
de la réforme

L'auteur affirme que « parmi les nombreux clichés qui tendent à donner une fausse image de l'Islam, l'un des plus récurrents est l'affirmation qu'il serait incapable d'évolution, marqué par le fatalisme et l'immobilisme. Trop souvent, on a voulu confondre le déclin des sociétés musulmanes, qui est une donnée conjoncturelle, et ce qu'on a appelé à tort le déclin de l'Islam alors que celui-ci garde toujours sa vigueur intrinsèque ». L'auteur soutient ainsi l'idée fondamentale que le réformisme n'est pas une option nouvelle mais, au contraire, un concept qui se trouve très précisément au cœur de l'Islam, dès l'origine.

L'Islam est par nature réformiste et c'est la réactivation de l'effort d'interprétation (ijtihad) qui permettra de redécouvrir toute la vitalité créatrice de la religion musulmane. Finalement, il s'agit de démontrer que l'Islam conserve la possibilité de répondre, d'une manière positive et constructive, aux défis du monde moderne.

Ces réflexions doivent permettre de mettre en évidence le fait que l'Islam véritable est à l'opposé des courants étroits et fanatiques qui n'en constituent qu'une dérive marginale faisant d'ailleurs le jeu des islamophobes.

Dès lors, c'est une vision nouvelle de l'Islam que propose cet ouvrage fondamental servi par une exceptionnelle connaissance scientifique et une clarté de style et d'expression qui le rendent accessible à tous. Il bouscule les idées reçues sur une religion vivante, changeante, dont la signification essentielle réside dans son propre dépassement.

Emmanuel Dupuy

Article paru dans la revue *Défense nationale*, n°736, février 2011

Rabat. Le roi du Maroc Mohammed VI a prononcé un important discours le 9 mars 2011, dans lequel il a annoncé une révision constitutionnelle profonde, vouée à la consolidation de l'État de droit et au lancement de la phase suivante du processus de régionalisation avancée, entamé le 3 janvier 2010 par la mise en place de la Commission consultative de la régionalisation. Le Roi Mohammed VI a réitéré son ferme engagement à donner une forte impulsion à la dynamique réformatrice profonde qui est en cours depuis une dizaine d'années.

LE PROBLÈME N'EST PAS L'ISLAM

Entretien avec Charles Saint-Prot

[hebdomadaire Valeurs actuelles, 17 février 2011]

L'islam contemporain n'est-il pas en difficulté face au monde moderne ?

Je me méfie du terme de modernité qui est tellement galvaudé et élastique qu'on peut lui faire dire bien des choses. En tout cas, malgré qu'en aient les obsédés de la prétendue « menace islamique », les crises en Tunisie et en Egypte ne sont pas comparables à la révolution iranienne organisée par le clergé chiite en 1979. Ces crises n'ont rien à voir avec la religion mais elles concernent la corruption satrapale, notamment en Tunisie ; le mal-être de la jeunesse ; la situation économique et sociale ; la colère contre des systèmes laissant peu d'espace de libertés. Le problème n'est pas la religion mais le sous-développement.

Mais l'immobilisme de l'islam ne freine-t-il pas le développement ?

L'absence de développement a plutôt des causes objectives. En Egypte, par exemple, le principal problème est celui d'une démographie galopante. Il faut nourrir plus de 84 millions de citoyens, une population qui a doublé en trente ans alors que les ressources sont insuffisantes puisque la surface cultivable ne dépasse pas la superficie de la Suisse. Le sous-développement n'est en rien lié à l'Islam. Il y a d'ailleurs des pays musulmans qui se développent plutôt bien : la Turquie, la Malaisie, le Maroc...

Comment l'islam, imprégné de fatalisme, pourrait-il se réformer ?

Le prétendu fatalisme de l'Islam est un cliché. De fait, la stagnation n'est pas induite par la religion mais elle a commencé avec le déclin de l'empire Ottoman. La tradition islamique s'oppose si peu au progrès qu'il est remarquable que l'Islam a encouragé un formidable mouvement de progrès et de connaissance scientifique durant sept siècles. N'oublions pas que les lumières de la civilisation arabo-musulmane ont permis la Renaissance en Europe.

Comment l'islam peut-il concilier le strict respect de la tradition et la nécessité du progrès ?

Ce rapport de la tradition et du progrès est au centre du débat, pas seulement pour l'Islam. Le progrès n'est pas indéterminé, ce n'est pas un mouvement de changement désordonné et avançant au gré des passions ou des vues de l'esprit. Le progrès véritable est guidé par la raison appuyée sur la tradition. La tradition n'est pas le conservatisme, elle est transmission, donc mouvement. Le progrès est continuité. S'agissant de l'Islam, la tradition dynamique a stimulé le progrès.

L'islam serait donc une religion de progrès ?

Comme toute religion, l'islam est religion et société, la combinaison des objectifs d'ici-bas et de l'au-delà, la religion créant le lien social, l'éthique commune et donnant la signification spirituelle. A la fois religion et société, il est interdit à l'islam d'être statique car une société est par nature évolutive. Le défi consiste à retrouver la pulsion progressiste de l'Islam authentique. Entre le conservatisme sclérosé, passé sans avenir, et l'idéologie importée de la modernité qui est un présent sans passé, il s'agit de concilier la fidélité au dogme et la prise en compte des évolutions.

L'islam peut-il vraiment évoluer sans autorité centrale ?

C'est vrai, l'islam orthodoxe, sunnite, n'a pas de clergé. En revanche, il préconise l'effort d'interprétation (ijtihad) qui est le principe de mouvement dans la structure de l'Islam. C'est exactement ce que fait le Roi du Maroc lorsqu'il ouvre de grands chantiers réformistes en combinant harmonieusement la Tradition et le progrès, par exemple en promulguant un code de la famille améliorant considérablement les droits des femmes.

Comment expliquer les difficultés des musulmans à critiquer les islamistes fanatiques ?

Personne ne combat plus les extrémistes révolutionnaires qui caricaturent l'Islam que les musulmans eux-mêmes. Restés marginaux dans le monde musulman, les fanatiques ont subi un échec. Bien sûr, il ne faut pas confondre cette tendance groupusculaire, souvent terroriste, avec le retour du religieux prenant le relais du nationalisme arabe anéanti par les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak et progressant sur le terrain des humiliations, des injustices, des colères suscitées par l'absence de solution à la question palestinienne ou l'invasion de l'Irak, et, surtout, avec le besoin des peuples de sauvegarder leur civilisation face une mondialisation qui nivelle tout.

Propos recueillis par Frédéric Pons

HOMMAGE

Jean-Marc Léger : patriote québécois et pionnier de la Francophonie

Charles Saint-Prot et Zeina el Tibi

Jean-Marc Léger qui est mort à Montréal, le 14 février 2011, dans sa 84^e année, était un journaliste et un intellectuel engagé en même temps qu'une personnalité attachante et d'une très grande distinction. Il était l'auteur de nombreux articles dans la presse quotidienne et dans l'excellente revue L'Action nationale et d'essais reflétant ses engagements fondamentaux : Afrique française, Afrique nouvelle (1958), La Francophonie, grand dessein, grande ambiguïté (1987), Vers l'indépendance? Le pays à portée de main (1993), Le Temps dissipé (2000).

Il avait d'abord entrepris une carrière de journaliste (La Presse puis Le Devoir) qui le conduisit à diriger l'Union canadienne des journalistes de langue française entre 1955 et 1961, et l'Association internationale des journalistes de langue française, de 1960 et 1962. Il fut le premier dirigeant de l'Office de la langue française en mars 1961, et il commença à s'impliquer sur la scène internationale pour la promotion de ce qui deviendra la Francophonie.

Premier secrétaire général de l'organisation - connue alors sous le nom de l'Agence de coopération culturelle et technique entre 1970 et 1973, il a impulsé les programmes de coopération en faveur du développement des pays francophones du Sud, autour de l'éducation et de la diversité culturelle. Il est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), C'est à ce titre que l'OIF lui a rendu hommage en mai 2010 alors qu'elle célébrait le 40^e anniversaire de sa création. Le secrétaire général, Abdou Diouf, déclarait à cette occasion : « Grâce à votre courage, à vos compétences et à vos profondes convictions, vous avez donné à notre Institution des assises solides dont nous mesurons encore quarante ans plus tard, la portée. La vivacité de notre mouvement, son rayonnement croissant à travers le monde, le rôle qu'il acquit comme un acteur des relations internationales à part entière, sont le fruit de quarante années de construction de la Francophonie internationale à laquelle votre contribution a été essentielle, parce que fondatrice ».

Selon Jean-Marc Léger, la Francophonie était un grand dessein porteur d'une vision du monde respectant la diversité et le droit des peuples. Tout naturellement, l'autre grand combat de la vie de Jean-Marc Léger fut donc pour la souveraineté du Québec, de la nation française du Canada. Le souci de l'avenir de sa patrie québécoise guida toute sa vie. Il faisait montre sur cette question de cette « admirable intransigeance, devenue véritable vertu » qui est la marque des militants des grandes causes. D'ailleurs, il se plaisait à répéter « l'honneur de notre vie aura été de tenter l'aventure. Et d'autres viendront après nous qui la reprendront pour la mener à son terme. C'est la seule espérance qui illumine notre nuit ».

Jean-Marc Léger a été l'un de ces donneurs d'étincelles qui balisent le chemin en indiquant inlassablement que l'indépendance n'est pas seulement un droit pour une nation mais c'est un devoir collectif tant il est vrai qu'elle est plus que jamais la condition première de la survivance.

ACTIVITÉS



> L'OEG partenaire des RIMM

L'Observatoire d'études géopolitiques est partenaire des Rencontres internationales Monaco et la Méditerranée qui se déroulent à Monaco du 17 au 19 mars 2011, sur le thème « La Méditerranée peut-elle jouer un rôle civilisateur? Regards croisés sur les héritages et les défis culturels ». Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'OEG, présente une communication.

> Colloque à l'université islamique européenne de Rotterdam

Le professeur Charles Saint-Prot participe au colloque international organisé, du 6 au 8 mai 2011, par l'Université islamique de Rotterdam sur le thème Renforcement du dialogue et de la compréhension mutuelle en vue d'un avenir commun.

Observatoire d'études géopolitiques

L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) est un centre de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau pour le Proche-Orient à Beyrouth et des correspondants sur les cinq continents.

Conseil scientifique

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (hdr),
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Frédéric Rouvillois
*Professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Charles Saint-Prot,
docteur en science politique (hdr), codirecteur

Zeina el Tibi,
Journaliste-essayiste, codirectrice

Correspondants à Beyrouth, Bruxelles, Rabat.

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187